

Sur www.la-croix.com ▶ La fuite de Fukushima toujours incontrôlée ▶ Les incendies menacent le réservoir d'eau de San Francisco

En Angola, la nouvelle vie des anciens réfugiés

Il y a un an, l'Angola organisait le rapatriement de ses ressortissants qui avaient fui la longue guerre civile ayant ravagé le pays de 1975 à 2002. Ce retour au pays était synonyme pour eux, venus des États voisins, de nouveau départ et d'espérance. Aujourd'hui, les familles sont heureuses de s'être retrouvées, mais la vie quotidienne reste difficile.

SANTA CLARA, LUBANGO, LUANDA (Angola)
De notre correspondante

« Nous avons été bien accueillis et nous sommes hébergés par la famille de ma femme. Même si nous n'avons pas encore notre maison, nous gardons espoir, car nous sommes dans notre pays. » Il y a un an que Jose Messele, ancien fonctionnaire public âgé de 55 ans, est de retour en Angola. Il vit à Santa Clara, une petite localité de l'extrême sud du pays, à la frontière avec la Namibie. « Je suis avec ma femme, deux de nos enfants sont restés en Namibie finir leurs études, les autres sont ailleurs en Angola chez des parents, explique le père de famille. Nous ne resterons pas ici, mais je ne sais pas où nous allons nous installer. C'est le travail qui va décider. »

Comme Jose Messele, près de 3 000 Angolais ont quitté la Namibie l'an dernier. Ils étaient beaucoup plus nombreux (16 000) en provenance du voisin du nord, la République démocratique du Congo (RDC), et plus de 20 000 au total avec les retours de Zambie et du Botswana. Ces Angolais s'étaient réfugiés à l'étranger à cause de la guerre civile qui a fait rage entre 1975 et 2002. Mais avec le retour de la paix et le fort développement du pays – deuxième producteur de pétrole du continent –, leur statut de réfugié a pris fin. Et d'importantes opérations de rapatriement ont été menées par le gouvernement angolais, les pays d'accueil et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

« Les autorités ont facilité notre retour, nous avons reçu de la nourriture et des soins, les formalités administratives pour obtenir nos papiers ont été rapides », raconte Samuel Kossengue, autre ancien réfugié de Namibie, aujourd'hui installé à Lubango, une ville du sud de l'Angola. « Les enfants ont aussi été inscrits dans les écoles et les familles qui ne souhaitaient pas rester sur place ont été transportées là où elles voulaient », souligne un responsable du ministère de l'assistance et de la réinsertion sociale dans la province sep-



Nouvelles constructions en banlieue de Luanda. Le retour de la paix et le développement économique ont permis aux réfugiés de revenir.



trientonale de Cuando-Cubango. Quel que soit le point d'entrée, environ la moitié des anciens réfugiés se sont fixés dans la région angolaise d'accueil, l'autre moitié s'étant dispersés sur le reste du territoire pour renouer avec un parent ou un cousin qu'ils n'avaient pas revu depuis près de vingt ans.

« Dans le nord du pays, beaucoup sont retournés dans leurs villages ruraux avant de finalement se diriger vers les villes à la recherche d'un emploi », note Daniel Poveda, représentant par intérim de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). « Les situations sont assez contrastées, il est difficile de faire un bilan global. Les anciens réfugiés sont tout simplement confrontés au même défi que l'ensemble de

la population angolaise : trouver des moyens de subsistance », ajoute le responsable de l'OIM. Le parcours de Samuel Kossengue l'illustre bien : à son retour, il avait choisi d'aller à Bié (centre) voir sa famille. Mais, celle-ci étant incapable de l'héberger, il a dû solliciter l'aide d'un ami militaire de Lubango, alors que sa femme réside chez ses parents dans une autre province. La situation des anciens réfugiés pourrait se compliquer davantage. Des négociations sont en cours entre l'Angola, les pays voisins et le HCR pour définir les modalités de retour des derniers Angolais encore en exil. Ils seraient près de 12 000 et ces rapatriements pourraient intervenir à l'automne.

« Je souhaite vraiment m'intégrer dans la société angolaise. Mais pour cela, le gouvernement doit m'aider à trouver un travail ou me donner un coup de pouce afin d'ouvrir un petit commerce », reprend Samuel

Kossengue. D'autres ont plus de chance, profitant d'un soutien familial plus fort ou réussissant à construire une maison de fortune sur un terrain attribué par les administrations locales. « Dans la région de Uíge, à la frontière avec la RDC, de nombreux anciens réfugiés ont réussi leur intégration économique. S'appuyant sur leur expérience de petits commerçants acquise lors de leur exil, ils ont lancé des boutiques, ce qui accroît le dynamisme local », se félicite Daniel Poveda, de l'OIM.

Certains ont préféré tenter l'aventure de la capitale angolaise, qui concentre cinq des 20 millions d'habitants du pays. Venu de Namibie, Castro Mawonso, un ancien professeur, s'est établi à Luanda en début d'année. Grâce à d'anciennes connaissances, il a trouvé un travail dans une radio. « C'est très modeste, mais c'est un début. Je voudrais trouver mieux le plus vite possible et faire venir ma femme et mes enfants, restés dans le sud du pays », espère l'homme de 51 ans, qui rêve de pouvoir enseigner à nouveau. Depuis son retour, il a fêté ses retrouvailles avec sa famille et lui rend visite toutes les semaines. Il commence enfin à reprendre ses marques. « Après tout ce temps passé dehors, c'est difficile de se faire accepter, confie-t-il. Surtout que je suis moi-même en train de redécouvrir mon pays. C'est comme si je devais encore reconquérir mon identité. »

ESTELLE MAUSSON

Une des plus longues guerres civiles

De 1975 à 2002, la guerre civile en Angola oppose deux mouvements nationalistes, juste après l'indépendance du pays : le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), soutenu par le bloc soviétique, et l'Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (Unita), soutenue par les Oc-

cidentaux. Au bout de vingt-sept ans de guerre civile, on estime qu'un million de personnes ont été tuées. En 2002, quand l'ONU revient dans le pays, elle découvre une catastrophe humanitaire, avec trois millions de personnes menacées par la famine et la maladie.